



LE PÉTROLE D'ICI.
PAR DES GENS D'ICI.
POUR ICI.



RAPPORT | **AU 30 SEPTEMBRE**
DE GESTION | **2014**

RAPPORT DE GESTION

POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2014

Ce rapport de gestion couvre la période qui a débuté le 1^{er} juillet 2014 et qui s'est terminée le 30 septembre 2014.

Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration le 26 novembre 2014.

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et est accompagné des résultats financiers au 30 septembre 2014. Le présent rapport peut également faire état d'événements importants survenus après le 30 septembre 2014. Il fournit aussi un aperçu des activités prévues au cours des prochains mois.

Dans ce rapport, la devise utilisée est le dollar canadien (\$) et tous les montants présentés dans le rapport de gestion sont en dollars canadiens.

1. DATE

Ce rapport de gestion pour le trimestre terminé le 30 septembre 2014 est daté du 26 novembre 2014.

2. FAITS SAILLANTS

- Avec le changement de gouvernement et l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire, les travaux sur Anticosti qui étaient originellement prévus pour mai 2014 ont débuté en juillet 2014. Depuis juillet 2014, 15 sites de sondages ont été préparés sur l'île d'Anticosti et 5 sondages stratigraphiques ont été complétés. Les résultats obtenus jusqu'à présent s'avèrent positifs. Suite à une décision du conseil d'administration d'Hydrocarbures Anticosti, société en noms collectifs dans laquelle Pétrolia détient une participation de 21,67 % et dont Pétrolia Anticosti agit à titre d'opérateur, les travaux ont été suspendus pour l'hiver. La plupart des équipements resteront sur l'île afin que le programme prévu reprenne au printemps 2015. Les travaux reprendront au printemps (communiqué du 3 novembre 2014).
- Réalisation d'un financement privé de 2,5 millions \$ (communiqué de 4 septembre 2014).
- Le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) a adopté le Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP), ce qui a rendu caduque la réglementation adoptée par la Ville de Gaspé (communiqué du 23 juillet 2014).
- Suite à l'adoption d'un cadre réglementaire concernant les sondages stratigraphiques sur l'île d'Anticosti, le CQDE a abandonné sa poursuite. Ce qui nous a permis de démarrer les travaux prévus au programme de Pétrolia Anticosti (communiqué du 30 juin 2014).

- Le 19 novembre 2014, Pétrolia a signé un partenariat destiné à préciser ce qui pourrait constituer la chaîne d’approvisionnement en GNL pour la Côte-Nord. Ainsi, dans la mesure où elle obtient les autorisations gouvernementales nécessaires, TUGLIQ Énergie s’engage à distribuer le gaz produit par Pétrolia sur ses permis de Bourque en Gaspésie. Ce gaz sera acheminé jusque sur la Côte-Nord par l’entremise d’un système mettant à profit la voie maritime. L’entente, d’une durée de 15 ans, permet à Pétrolia d’envisager le développement du projet Bourque en Gaspésie. Situé à mi-chemin entre Murdochville et Grande-Vallée, ce projet recueille l’appui des autorités gaspésiennes. Les prochaines étapes pour la mise en valeur des ressources contenues sur Bourque sont des tests de production, voire même, le forage d’un troisième puits. TUGLIQ participera au financement des travaux à venir sur Bourque.
- Le 24 novembre 2014, Pétrolia a débuté le forage Haldimand no 4, situé dans la région de Gaspé.

3. CONSTITUTION ET MISSION DE LA SOCIÉTÉ

La Société est constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec et est régie par les dispositions de la Loi sur les sociétés par actions du Québec. Elle agit à titre de société d’exploration pétrolière et gazière. Son titre est transigé à la Bourse de croissance TSX depuis le 16 février 2005 sous le symbole PEA.

Les propriétés pétrolières et gazières détenues par la Société en sont au stade de l’exploration. La rentabilité à long terme de la Société est liée en partie aux coûts et au succès des programmes d’exploration et de mise en valeur subséquente. La Société n’a pas encore déterminé si les propriétés renferment des réserves économiques rentables.

L’exploration et la mise en valeur des permis de recherche d’hydrocarbures qu’elle possède constituent ses principales activités. Dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est appelée à conclure des ententes de partenariat propres à l’industrie pétrolière et gazière.

4. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations faites aux présentes peuvent constituer des énoncés prospectifs. Ces déclarations se rapportent à des événements futurs ou à des résultats économiques anticipés par Pétrolia et comportent, par conséquent, des risques, incertitudes et autres facteurs connus et inconnus qui pourraient modifier les résultats, rendements ou réalisations, par rapport à ce qu’expriment ou laissent entendre les déclarations de Pétrolia. Les événements ou résultats réels pourraient être très différents. Conséquemment, la décision d’investir dans les titres de Pétrolia ne devrait en aucun temps être basée sur ces énoncés. Pétrolia décline toute intention ainsi que toute obligation de mettre à jour ces déclarations prospectives.

5. OBJECTIFS ET ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

L’objectif de l’entreprise est de découvrir des ressources pétrolières commercialisables et de les mettre en production, dans les meilleurs délais, afin d’assurer sa rentabilité. La Société vise cet objectif, et ce, tout en veillant à ce que ses activités respectent la sécurité des personnes, de même que l’environnement physique et social du milieu.

Pétrolia réalise cet objectif en détenant des droits sur des permis prometteurs et en s’alliant à des partenaires qui possèdent l’expertise technique et financière appropriée. La Société implante ses puits sur la base de

connaissances scientifique et emploie les meilleures techniques pour s'assurer d'exécuter ses forages selon les meilleures pratiques de l'industrie. La protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et des populations locales sont au cœur des préoccupations de la Société lors de la préparation et de l'exécution des travaux. Un soin particulier est également apporté aux relations avec le milieu socio-économique local de même qu'à la protection de l'environnement.

Pétrolia se définit comme une société pétrolière québécoise responsable qui poursuit l'objectif de produire du pétrole au Québec.

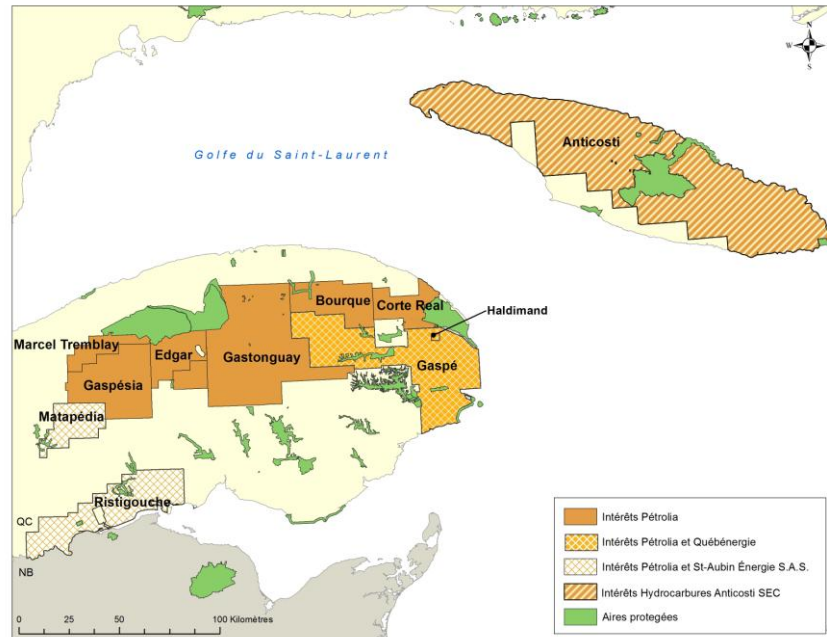
6. TERRITOIRE SOUS PERMIS ET PARTENARIATS

Les permis détenus par Pétrolia et ceux dans lesquels elle possède un intérêt couvrent un territoire de plus de 16 475,85 km², soit près de 23 % du territoire québécois sous permis. Situés dans l'Est-du-Québec, ces territoires sont en grande partie reconnus pour leur potentiel pétrolier. Les territoires couverts par les intérêts de Pétrolia offrent également un potentiel de découvertes de gaz pouvant contenir des liquides de gaz.

Au 30 septembre 2014, trois ententes de partenariat visent des portions des territoires détenus par la Société :

- Une entente de partenariat concernant 38 permis (6 195 km²) de recherche sur Anticosti a été signée le 31 mars 2014 entre Ressources Québec (35 %), Pétrolia inc. (21,7 %), Saint-Aubin E & P (Québec) inc. (21,7 %) et Corridor Resources Inc. (21,7 %). La société en commandite ainsi créée entre les quatre partenaires porte le nom d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C.
- Sur les permis de Gaspé, Pétrolia et Québénergie détiennent proportionnellement un intérêt de 50 % dans chacun des 13 permis qui couvrent au total un territoire d'environ 2 500 km².
- Sur les permis Baie-des-Chaleurs-Matapédia et Ristigouche, Pétrolia et Saint-Aubin Énergie S.A.S. (une filiale de Maurel & Prom et Maurel & Prom International) possèdent chacune un intérêt de 50 % dans 13 permis qui couvrent un territoire de plus de 1 800 km².
- Sur les autres blocs de permis, Pétrolia détient 100 % des intérêts, à l'exception du projet Bourque sur lequel elle détient 99 %.

- La carte suivante illustre la localisation des permis détenus par Pétrolia et ses partenaires.



7. PROJETS, TRAVAUX ET PERSPECTIVES

7.1 Projet Haldimand (Bloc de Gaspé)

- Découvert en 2006, Haldimand est un gisement conventionnel situé dans les grès naturellement fracturés de la Formation de York River. Une évaluation indépendante réalisée en 2010 par la firme Sproule Associates Limited a établi la meilleure estimation (P50) du volume de pétrole initialement en place à 69,7 millions de barils et la portion récupérable (contingente) de ce volume à 7,7 millions de barils.
- La prochaine étape est le forage Haldimand 4 qui pourra reprendre grâce à l'adoption du règlement provincial sur les distances de forages et à l'abandon de la procédure d'appel intenté par la Ville de Gaspé suite au jugement qui rendait ultra vires son règlement municipal sur les distances de forage. Il s'agira d'un puits directionnel dont la portion horizontale devrait atteindre 2 000 mètres. L'orientation du segment directionnel visera à traverser, selon un angle optimal, un maximum de fractures naturelles. Ce forage d'exploration visera aussi à confirmer l'étendue du réservoir vers le nord-ouest et ainsi augmenter les ressources contenues dans le gisement. Un résultat positif pour le puits Haldimand 4 permettrait aux partenaires d'amorcer les démarches pour obtenir un bail d'exploitation afin de procéder à la mise en production du gisement.

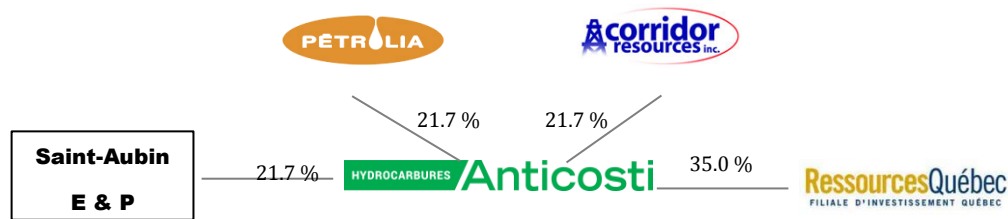
Suivi législatif

- À la suite de l'adoption, le 22 décembre 2012, d'un règlement municipal de la Ville de Gaspé imposant des restrictions concernant les forages, les travaux ont été interrompus. La foreuse a été en attente sur le site depuis la suspension des travaux.

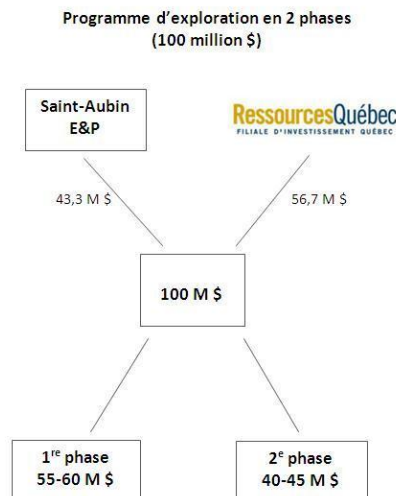
- Au début de l'année 2014, la Cour supérieure du Québec a entendu la requête interlocutoire, présentée par Pétrolia au mois de mai 2013, visant à faire invalider le règlement adopté par la Ville de Gaspé. Dans le jugement rendu le 10 février 2014, la Cour supérieure a accueilli favorablement la requête de Pétrolia et a déclaré le règlement municipal *ultra vires*. Le 6 mars 2014, la Ville de Gaspé a décidé de porter en appel la décision de la Cour supérieure.
- En mai dernier, l'étude de caractérisation hydrogéologique du secteur Haldimand pilotée par l'Institut national de la recherche scientifique – Centre Eau, terre, Environnement (INRS-ETE) a été dévoilé. Il s'agit d'une étude indépendante qui évalue le risque environnemental de dégradation de la qualité de l'eau souterraine reliée aux activités d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures. L'étude démontre que les activités pétrolières de Pétrolia à Haldimand n'ont pas eu d'impact sur la qualité des prises d'eau dans le secteur et confirme que le risque de contamination de l'eau potable est faible et peut être mitigé par la mise en place de mesures standards (communiqué du 26 mai 2014).
- Le 30 mai 2014, le gouvernement a annoncé son plan d'action à l'égard du développement de la filière des hydrocarbures au Québec. Le gouvernement a annoncé l'adoption du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP) le 23 juillet 2014. Les normes de ce règlement prévoient une distance de forage de 500 mètres d'une source d'eau potable ce qui nous permet de forer Haldimand 4.
- Suite à la publication du RPEP, la Société a indiqué son intention de reprendre les travaux de forage du puits Haldimand 4 en novembre 2014. Ce règlement a pour effet de rendre caducs les règlements de la ville de Gaspé en la matière.
- Pétrolia a aussi procédé à l'embauche d'une personne responsable des relations avec le milieu en Gaspésie afin d'accroître les liens de Pétrolia avec la communauté, de renforcer les partenariats de la Société avec les acteurs économiques et sociaux de la région (communiqué du 3 septembre 2014).
- Pétrolia a ouvert un bureau d'information à Gaspé.

7.2 Projet Anticosti

- L'objectif principal du projet Anticosti vise à développer les hydrocarbures de roche mère contenus dans la Formation de Macasty et démontrer si ce type de gisement peut être développé économiquement. Selon la firme Sproule Associates Limited, la meilleure estimation (P50) du volume de pétrole initialement en place non découvert est de 33,9 milliards de barils. Cette estimation est basée sur les informations disponibles au 1er juin 2011 et sur les 38 permis que détient Hydrocarbures Anticosti S.E.C.
- Une entente a été signée le 31 mars 2014 entre Pétrolia et ses partenaires et vise 38 permis sur Anticosti :



- Hydrocarbures Anticosti S.E.C. est gérée par un conseil d'administration composé de cinq membres, soit d'un représentant de chacun des partenaires et d'un administrateur indépendant.
- Saint-Aubin E & P et Ressources Québec défraieront les coûts pour les deux premières phases du programme d'exploration jusqu'à concurrence de 100 millions \$:



- Pétrolia Anticosti inc., filiale détenue à 100 % par Pétrolia, a été désignée l'opérateur de la société en commandite Hydrocarbures Anticosti S.E.C.

7.2.1 – Travaux prévus

➤ Première phase :

- ✓ Entre 15 et 18 sondages stratigraphiques seront réalisés à l'aide de quatre foreuses minières qui sont dotées d'équipement de sécurité de type pétrolier;
- ✓ Ces sondages permettront d'extraire des carottes de la Formation de Macasty et serviront, entre autres, à localiser les forages pétroliers qui seront réalisés.

Par la suite :

- ✓ Réalisation de 3 forages horizontaux d'exploration avec fracturation;
- ✓ Les coûts pour cette première phase sont estimés entre 55 et 60 millions \$, dont 56,7 % seront défrayés par Ressources Québec et 43,3 % par Saint-Aubin E & P.

À la réception des résultats et d'une décision favorable du conseil d'administration de la société Hydrocarbures Anticosti S.E.C., une deuxième phase devrait suivre à partir de 2016.

➤ Deuxième phase :

▪ 2016+ :

- ✓ Des forages pétroliers horizontaux avec fracturation seront réalisés;
- ✓ Les coûts pour cette deuxième phase sont actuellement en cours d'estimation. Selon les ententes actuelles les premiers 40 à 45 millions \$ seront défrayés par Ressources Québec (56,7 %) et par Saint-Aubin E & P (43,3 %). Par la suite, les coûts seront assumés en fonction de la participation des chaque commanditaire.

7.2.2– Bilan de la campagne de sondages stratigraphique 2014

- Au moment de l'arrêt des travaux, 5 sondages stratigraphiques auront été complétés. De plus, les 15 sites de sondage ont été préparés, ce qui permettra un redémarrage rapide des travaux au printemps 2015 sur les sondages restants à compléter.
- La présence de Macasty a été confirmée dans les 5 sondages complétés. Le forage de Chicotte a révélé une épaisseur du Macasty de 69 mètres, à Lac-Martin, l'épaisseur constatée est de 38 mètres, à Jupiter-Sud, elle est de 87 mètres, à Cerf-Sau elle est de 38 mètres et à l'extrémité est de l'île d'Anticosti et donc, de la Formation de Macasty, le forage de Bell a permis de mesurer une épaisseur de 13 mètres. Lors de ces forages, plusieurs indices de gaz ainsi que de la fluorescence pétrolière ont été rencontrés. Cette première étape du programme a été couronnés de succès, les résultats sont encourageants et permettent de confirmer l'importance du potentiel de la Formation de Macasty.

7.2.3– Bilan en matière d’acceptabilité sociale

- L’objectif de Pétrolia Anticosti inc. est d’intégrer les préoccupations du milieu tout au long des travaux de sondage de façon à favoriser l’acceptabilité sociale de ses projets, notamment par :
 - La création d’une table de concertation locale,
 - La participation en tant que membre ressource au comité citoyens « Centre de vigilance et d’information sur les enjeux pétroliers à Anticosti » nouvellement créé;
 - La maximisation des retombées économiques locales directes :

Suivi législatif

- Le 26 juin dernier, la Cour supérieure a prononcé un jugement qui entérine un règlement entre les parties dans le cadre du recours entrepris par le Centre québécois du droit à l’environnement (CQDE). Ce jugement porte sur la question des sondages stratigraphiques devant être effectués à Anticosti cet été. Ainsi, il permet à Hydrocarbures Anticosti S.E.C. de poursuivre les travaux tels que prévu. Considérant que l’arrêté ministériel du MERN adopté le 4 juillet 2014 et rendu public le 11 juillet encadre bien les travaux de sondages stratigraphiques à Anticosti, le CQDE s’est désisté de son recours en injonction interlocutoire et a confirmé qu’un règlement est intervenu. Le règlement avec le CQDE ne vise par ailleurs que les travaux de sondages stratigraphiques sur l’île d’Anticosti (communiqué du 30 juin 2014).

7.3 Projet Bourque

- Le projet Bourque est localisé sur un territoire non urbanisé à environ 30 kilomètres à l’est de la municipalité de Murdochville.
- Lors des forages des puits Bourque 1 et Bourque 2, réalisés en 2012, des échantillons de gaz naturel humide (contenant jusqu’à 20 % de liquides de gaz et de condensats) ont été prélevés dans la Formation de Forillon. La présence de liquides de gaz et de condensats ajoute une valeur commerciale significative à la découverte de Bourque. La découverte de ce type de gisement valorise les permis de Pétrolia en Gaspésie où des conditions géologiques semblables existent et sont propices à de nouvelles découvertes.
- Les forages de Bourque 1 et 2 et l’interprétation de la sismique 3D ont permis d’identifier quatre structures géologiques au niveau de la formation de Forillon pour lesquels la firme Sproule Associates Limited a réalisé une estimation des ressources en place. Sur la base des informations disponibles le 31 mars 2013, Sproule a estimé le volume de gaz initialement en place non découvert à plus de 1 Tcf (trillions de pieds cubes; mille milliards).
- Pétrolia a élaboré un programme de travaux visant à confirmer une partie des ressources en place et à déterminer les volumes potentiellement récupérables.

- Pétrolia s'active actuellement à identifier la meilleure manière de financer ce programme de travaux et a entrepris en ce sens la recherche d'un partenaire. Pétrolia est actuellement en discussion avec plusieurs partenaires, tant des clients potentiels que des partenaires d'affaires, afin de valoriser ce gaz naturel. Les prochaines étapes pour Bourque sont la réalisation de tests de production, le forage d'un troisième puits et une demande de bail de production. Pétrolia a d'ailleurs conclu un partenariat avec TUGLIQ afin de valoriser cette propriété.

7.4 Autres propriétés

Matapédia

- En juillet 2013, Pétrolia et Saint-Aubin Énergie S.A.S ont acquis de Gastem deux blocs totalisant 13 permis situés dans les secteurs de la Baie-des-Chaleurs et de Matapédia. Ces permis couvrent un territoire de plus de 1 800 kilomètres carrés. Chacune des deux Sociétés détient 50 % d'intérêt dans les permis.
- Au cours de l'automne 2013, les partenaires ont réalisé un sondage stratigraphique afin d'évaluer le potentiel d'une structure anticlinale connue dans le secteur du lac Casault sur le territoire de la MRC de Matapédia. Le sondage a atteint la profondeur de 1 416 mètres et a rencontré quelques indices de gaz dans les grès siluriens. Les résultats des analyses, combinés à l'évaluation pétrophysique, indiquent la présence d'un grès à faible porosité, probablement imperméable, contenant du gaz naturel. Les deux Sociétés ont mis en commun leurs expertises en vue d'établir un programme d'exploration de ces territoires.

Autres

- Sur les autres propriétés détenues par Pétrolia en Gaspésie, la Société a entrepris de réviser l'ensemble de ses données. L'objectif de ce processus consiste à identifier les zones qui présentent des caractéristiques similaires à celles rencontrées dans le projet Bourque. Pétrolia élabore actuellement un programme de travaux pour l'ensemble de ses propriétés.

8. EXPERTISE DE LA SOCIÉTÉ

- Pétrolia dispose d'une équipe dynamique et motivée. La qualité de son personnel technique contribue à faire de Pétrolia un joueur majeur de l'exploration des hydrocarbures au Québec.
- La Société exécute ses travaux selon les meilleures pratiques de l'industrie. Ainsi, tous ses efforts sont orientés vers la réduction maximale des risques environnementaux et sociaux. À cet effet, un plan de mesures d'urgence adapté à la réalité de chaque région est réalisé afin de prévenir et réagir efficacement aux situations d'urgence.

ANALYSE PAR LA DIRECTION

DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET SITUATION DE LA TRÉSORIE

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2014, les produits de la Société se composent de produits d'intérêts sur des placements à court terme de 12 047 \$ en comparaison de 14 788 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, de produits de gérance de projets de 92 316 \$ en comparaison de 3 247 \$. L'augmentation des produits de gérance de projet s'explique par le début des opérations sur l'île d'Anticosti.

Au 30 septembre 2014, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 6 043 712 \$, dont 2 702 243 \$ détenus à des fins d'exploration, et son fonds de roulement était positif de 5 344 369 \$.

Pour le troisième trimestre de l'exercice de 2014, la Société a réalisé une perte de 298 900 \$, comparativement à une perte de 1 205 542 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013.

La Direction estime que ces fonds risquent de ne pas être suffisants pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 décembre 2015. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de créances ou de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou l'arrivée de nouveaux partenaires.

ANALYSE DES FRAIS D'OPÉRATIONS ET D'ADMINISTRATION

Les frais d'opérations et d'administration ont diminué de 966 509 \$, principalement à cause des services professionnels, des frais de promotion et des frais reliés au plan de relève de la présidence qui ont été engendré en 2013.

Les principaux écarts dans les frais d'opérations et d'administration sont :

- Services professionnels : au troisième trimestre, les frais reliés aux services professionnels ont été de 68 823 \$ (2013 – 180 120 \$).
- Salaires et bénéfices marginaux : En 2013, un montant de 333 000 \$ a été comptabilisé à titre de charge reliée au plan de relève de la présidence.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

L'information pour le résumé des résultats trimestriels est établie selon les normes internationales d'information financière.

	2014			2013		
	Septembre	Juin	Mars	Décembre	Septembre	Juin
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits (incluant les produits financiers)	107 406	50 346	192 453	32 516	21 029	34 682
Bénéfice net (perte nette)	(298 900)	(975 907)	19 197 441	(2 139 356)	(1 205 541)	(500 545)
Résultat net (perte nette) par action						
De base	(0,004)	(0,013)	0,283	(0,031)	(0,014)	(0,007)
Dilué(e)	(0,004)	(0,013)	0,281	(0,031)	(0,014)	(0,007)

Les produits sont surtout constitués de produits d'intérêts, de revenus de location et de produits de gérance de projets pour chacun des trimestres. Les frais d'opérations et d'administration sont relativement stables d'un trimestre à l'autre. Les principales variations des pertes ou des bénéfices trimestriels s'expliquent comme suit :

2013 - Mai	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 94 500 \$;
2013 - Août	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 52 265 \$;
2013 - Septembre	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 280 000 \$;
2013 - Décembre	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 485 586 \$.
2014 - Mai	Comptabilisation d'un paiement fondé sur des actions de 148 843 \$.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les autres parties liées et les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-dessous.

Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes sont généralement réglés en espèces.

Transactions avec les principaux dirigeants

	Pour la période de neuf mois terminée le	
	30 septembre 2014	30 septembre 2013
	\$	\$
Avantages à court terme du personnel :		
Salaires et avantages sociaux	809 734	784 776
Jetons de présence	93 700	75 850
Total des avantages à court terme	903 434	860 626
Honoraires	249 750	56 250
Rémunération fondée sur des actions	192 715	-
Total de la rémunération	1 345 899	916 876

Au cours de la période de présentation de l'information financière 2014, aucune option (400 000 - 2013) attribuée dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions n'a été exercée par les principaux dirigeants.

Sociétés et autres parties liées

Des opérations ont été effectuées :

	Pour la période de neuf mois terminée le	
	30 septembre 2014	30 septembre 2013
	\$	\$
Avec une société dont un administrateur est actionnaire majoritaire :		
Résultat global :		
Autres frais	22 500	2 500

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d'échange, qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

INFORMATION À FOURNIR SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Politique de gestion des risques

La Société, par le biais de ses actifs et passifs financiers, est exposée à divers risques. L'analyse suivante fournit une évaluation des risques à la date de l'état de la situation financière, soit le 31 décembre 2013.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à un risque de crédit se composent principalement de trésorerie, d'équivalents de trésorerie, de débiteurs et des placements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Les débiteurs représentent majoritairement des sommes dues par les gouvernements et par des partenaires. Par conséquent, la direction estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est très minime.

Risque de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance par l'émission d'actions, la vente de participation dans certains de ses actifs pétroliers et par emprunt temporaire. L'un des principaux objectifs financiers de la Direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les travaux d'exploration à effectuer. Tous les passifs financiers de la Société ont une échéance à moins d'un an.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des facteurs du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. La Société est exposée à un de ces risques, soit le risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Société à un risque de juste valeur alors que ceux à taux d'intérêt variables l'exposent à un risque de variation des flux de trésorerie.

Une variation de 1% du taux de base aurait peu d'impact sur la juste valeur des placements détenus par la Société dû à la nature de ceux-ci et une variation de 1 % du taux de base conduirait à une augmentation ou une diminution de 21 922 \$ du coût de la dette financière nette.

Juste valeur

La juste valeur des placements est évaluée de la façon suivante :

Certificats de placement garanti : le coût correspond à la juste valeur compte tenu de leur émission récente.

Fonds du marché monétaire : le coût correspond à la juste valeur compte tenu de l'échéance à court terme.

Pour l'emprunt, la valeur comptable est assez près de la juste valeur en raison d'un taux variable d'intérêt sur la dette.

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations.

La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques : la trésorerie se retrouve dans ce niveau;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix) : les équivalents de trésorerie, les placements et la dette bancaire se retrouvent dans ce niveau;

Niveau 3 – techniques d'évaluations fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

Au cours de la période, il n'y a eu aucun transfert dans les évaluations des actifs financiers entre les niveaux 1 et 2.

Jugements, estimations et hypothèses

Le lecteur est invité à prendre connaissance de la note 4 des états financiers annuels au 31 décembre 2013 qui décrit complètement les jugements, estimations et hypothèses que la direction a posés afin de préparer ses états financiers annuels.

Modifications futures de méthodes comptables

Le 1er janvier 2014, la Société a adopté rétrospectivement l'IFRIC 21 – *Droits ou taxes*, qui précise le moment de la comptabilisation d'un passif pour les sorties de ressources qui sont imposées par les gouvernements conformément aux dispositions légales ou réglementaires, basé sur l'activité qui rend le paiement exigible. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

Une description complète des modifications futures de méthodes comptables est fournie dans les états financiers annuels du 31 décembre 2013 à la note 2.

Gestion du capital

Une description complète de la gestion du capital est fournie dans les états financiers annuels du 31 décembre 2013 à la note 18.

Autres éléments d'information

a) Documents complémentaires

Certains documents complémentaires, dont les rapports de gestion précédents et les communiqués de presse, sont disponibles sur le site www.sedar.com dans la section des documents déposés ou sur le site de Pétrolia, www.petroliia-inc.com.

b) Règlement 51-102 section 5.2

Les frais d'exploration pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2014 se détaillent comme suit :

	Géologie	Géophysique	Parachèvement et Forage	Analyse	Stimulation	Frais généraux	Options	Provision	Entretien des sites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Anticosti	73 720	7 500	9 133	26 341	-	(9 366 511)	-	-	-	(9 249 813)
Gastonguay	365	-	-	-	-	278	-	-	-	643
Gaspésia Marcel-Tremblay Edgar	1 225	-	-	-	-	941	-	-	-	2 166
Gaspé	25 029	8 250	260	150	-	73 669	-	-	600	107 958
Bourque	6 628	9 150	23 686	1 200	-	78 144	-	-	-	118 808
Haldimand	8 635	-	160 121	2 440	-	326 398	-	-	37 069	534 663
Tar Point	290	-	-	-	-	18 144	-	-	-	18 434
Dalhousie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Matapédia	715	1 200	28 388	-	-	10 817	-	-	-	41 120
	116 607	26 100	221 588	30 135	-	(8 858 120)	-	-	37 669	(8 426 021)

Les frais d'exploration pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 se détaillent comme suit :

	Géologie	Géophysique	Parachèvement et Forage	Analyse	Stimulation	Frais généraux	Options	Provision	Entretien des sites	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Anticosti	114 977	42 080	381 465	85 065		83 599	(8 825)		220	698 581
Gastonguay	206						(10)			196
Gaspésia Marcel-Tremblay Edgar	4 571	5 840		1400		3 807	(1 693)			13 925
Gaspé	26 540	9 280	752	13 231		56 683	(1 582)			101 904
Bourque	50 218	13 256	1 948 883	8 460	400	23 423	(756)	291 612		1 335 496
Haldimand	95 908	520	1 939 891	950	(1 587)	8 968	(15 448)		62 257	2 091 459
Tar Point						3 724	(2 184)			1 540
Dalhousie	300						(271)			29
Matapédia			369 315							369 315
	292 720	70 976	4 640 306	109 106	(1 187)	177 204	(30 769)	291 612	62 477	5 612 445

c) **Règlement 51-102 section 5.3**

Information sur les actions émises, les options d'achat d'actions et les bons de souscription au 26 novembre 2014 :

Actions ordinaires : 77 616 695 actions sont émises et en circulation.

Options d'achat d'actions en circulation : Les options d'achat d'actions consenties aux administrateurs, membres de la haute direction, employés et fournisseurs de services sont les suivantes :

- 90 000 options exerçables au prix de 0,89 \$ l'action jusqu'au 25 février 2015;
- 647 500 options exerçables au prix de 0,50 \$ l'action jusqu'au 8 décembre 2015;
- 75 000 options exerçables au prix de 1,31 \$ l'action jusqu'au 25 février 2016;
- 500 000 options exerçables au prix de 1,69 \$ l'action jusqu'au 18 mai 2016;
- 1 080 000 options exerçables au prix de 1,52 \$ l'action jusqu'au 4 décembre 2016;
- 75 000 options exerçables au prix de 1,51 \$ l'action jusqu'au 22 février 2017;
- 2 170 000 options exerçables au prix de 1,02 \$ l'action jusqu'au 10 décembre 2017;
- 150 000 options exerçables au prix de 1,14 \$ l'action jusqu'au 28 février 2018;
- 250 000 options exerçables au prix de 0,89 \$ l'action jusqu'au 21 août 2018;
- 400 000 options exerçables au prix de 0,98 \$ l'action jusqu'au 14 septembre 2018;
- 650 000 options exerçables au prix de 0,67 \$ l'action jusqu'au 5 décembre 2018;
- 405 000 options exerçables au prix de 0,67 \$ l'action jusqu'au 28 mai 2019.

Bons de souscription en circulation : Chaque bon de souscription donne droit à son porteur de souscrire à une action ordinaire de la Société au prix d'exercice indiqué jusqu'à la date d'échéance :

- 5 545 776 bons de souscription exerçables au prix de 1,78 \$ l'action jusqu'au 15 mai 2015;
- 100 000 bons de souscription exerçables au prix de 0,70 \$ l'action jusqu'au 11 juillet 2015;
- 714 286 bons de souscription exerçables au prix de 1,00 \$ l'action jusqu'au 11 juillet 2016.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers de Pérolia sont la responsabilité de la Direction et ont été approuvés par le conseil d'administration sous la recommandation du comité d'audit. Les états financiers ont été dressés par la Direction conformément aux normes internationales d'information financière. Ces états financiers consolidés intermédiaires condensés n'ont pas été audités par les auditeurs de la Société. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La Direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants.

Québec, le 26 novembre 2014

Au nom du conseil d'administration

(signé) Alexandre Gagnon

Président & Chef de la direction

(signé) Karl Mc Lellan

Chef de la direction financière et secrétaire corporatif